

Eh ! tenez si nous n'avions pas mis en usage quelques moyens qui n'étaient point tout-à-fait d'accord avec les principes avoués, avec le bon sens, avec les promesses faites, je vous assure que jamais nous ne nous serions débarrassés des anciens ministres. Vraiment ces gens-là avec leur influence et leur travail ils étaient capables d'assurer à perpétuité le gouvernement responsable. Sans les petits moyens que j'ai eu l'honneur de proposer à Son Excellence la mission dont nous avait chargés milord Stanley était flambée à tout jamais.

SIR ALLAN McNAB.—Certainement, certainement ; quant à moi je considère que tous les moyens sont bons pour chasser des affaires tous ces barbares qui ne parlent que français. Je vous demande s'il n'est pas absurde que dans une colonie de notre très gracieuse souveraine la reine de la Grande-Bretagne il soit nécessaire pour arriver aux honneurs de parler la langue des mangeurs de grenouilles ! Parlez, parlez, monsieur Higginson ; dites-nous ce qu'il faut faire pour renverser tous nos ennemis. *Un des aides de camp qui se balançait sur sa chaise tombe à la renverse et demeure à terre sans bouger.*

SIR ALLAN.—Ah mon Dieu ! serait-il blessé ?

MR. HIGGINSON.—Non non ; c'est une manière qu'il a de sortir de table. Continuons notre entretien nous n'en serons que plus à l'aise. Ces militaires n'ont point l'habitude des affaires délicates et ils nuisent à ceux qui veulent s'occuper sérieusement. Pour moi je vous dirai donc qu'à tout prix il faut nous débarrasser de l'influence du Bas-Canada. Le moyen d'y arriver est de dépopulariser autant que possible les hommes de talent qui y jouissent de la considération de leurs concitoyens. Nous en avons perdu deux ; les autres viendront après. Il faut pour cela flatter leurs sentiments, éviter de les taxer, donner quelques petites sommes à toutes les institutions charitables, courtoiser les membres de leur clergé mais tuer à coup de coups d'état tous les hommes politiques qui viendront sur l'horizon. On les accepte puis on les renverse. Avec cela on agnèra du temps et pendant les querelles d'élections, de changements de ministère on laisse créer force nouveaux emplois qui naturellement augmentent les moyens de corruption du gouvernement. J'ai ri beaucoup dans mes barbes de la loi pour assurer l'indépendance du parlement qui assure bien davantage l'indépendance de la couronne ; car après tout pour être élus les employés doivent conserver au moins les apparences, tandis qu'aujourd'hui ils peuvent jeter de côté tous ménagements et sont autant d'influences acquises au pouvoir par leurs liens de famille et les ramifications de l'appât des emplois, qu'on obtient plus souvent ici sur services rendus à la couronne que comme la récompense de vertus civiques. Sir Charles voulait ne point sanctionner cette loi ; je la lui ai montrée sous ce point de vue et il l'a envoyée en Angleterre avec mes recommandations.

MR. DRAPER.—Mais il me semble pourtant que les ex-ministres ont proposé cette loi dans la meilleure attention.

MR. HIGGINSON.—Eh ! sans doute ! Mais, mon cher, vous devez savoir qu'en politique on se trompe bien plus souvent avec de bonnes intentions qu'avec des mauvaises ; voyez plutôt la loi des élections. Sans elle le gouverneur était ce qu'on peut s'appeler enfoncé ; mais à l'aide de la vigilance qu'il a déployée nous avons réussi, au-delà de nos espérances.

Sir Charles ronfle.

MR. MORRIS.—Eh bien je pense comme monsieur Higginson, qu'il faut employer toutes nos forces pour la bonne cause de Son Excellence.....

MR. HIGGINSON.—Voilà comme je l'entends. Eh bien ! mon cher Mr. Draper c'est sur vous que je fonde tout mon espoir. Il faut que vous nous prêtiez votre appui ; que vous entriez par quelque moyen auquel nous songerons plus tard dans la chambre d'assemblée pour y défendre nos mesures ; nos pauvres ministres sont aux abois et pour peu que les choses continuent sur le même train nous seron-